

A défaut d'une décision dans les délais prévus, le calendrier est censé être approuvé par le Ministre national.

§ 2. En cas de dépassement du montant des amortissements visés au § 1^{er}, le Ministre national doit faire savoir à l'autorité compétente, dans les délais prévus au § 1^{er}, que le calendrier ne peut être approuvé.

Le cas échéant, la liste visée à l'article 2 ainsi que les pièces justificatives y afférentes sont retournées à l'autorité compétente.

§ 3. Au cas où le calendrier a été approuvé par le Ministre national, il en est fait mention dans l'attestation visée à l'article 3, g.

Art. 6. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 14 août 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Bij ontstentenis van een beslissing binnen de voormelde termijn wordt de kalender geacht te zijn goedgekeurd door de Nationale Minister.

§ 2. Wordt het in § 1 bedoelde bedrag aan afschrijvingen wel overschreden dan moet de Nationale Minister aan de bevoegde overheid, binnen de in § 1 vermelde termijn mededelen dat aan de kalender geen goedkeuring kan worden verleend.

In voorkomend geval wordt de in artikel 2 bedoelde lijst met de bijhorende verantwoordingsstukken terug overgemaakt aan de bevoegde overheid.

§ 3. Indien de kalender door de Nationale Minister is goedgekeurd, wordt hiervan melding gemaakt op het in artikel 3, g, bedoelde getuigschrift.

Art. 6. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 14 augustus 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

F 89 — 1887

14 AOUT 1989. — Arrêté royal déterminant les critères généraux pour la fixation et l'approbation du calendrier visé à l'article 46bis, alinéa 1^{er}, de la loi sur les hôpitaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, notamment les articles 46bis, 87 et 97bis;

Vu l'avis du Conseil national des établissements hospitaliers, Section financement;

Vu la concertation organisée avec les autorités compétentes pour la politique de santé sur la base de l'article 59bis de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi-programme du 30 décembre 1988 impose l'approbation d'un calendrier pour tous les travaux de construction hospitalière subsidiés pour autant que l'autorisation ait été délivrée après le 31 décembre 1986, et que l'adjudicataire des travaux et des fournitures ait été désigné et que les crédits nécessaires aient été engagés après le 15 septembre 1988;

Considérant qu'il est urgent de déterminer les critères généraux pour la fixation et l'approbation du calendrier afin qu'on puisse rapidement mettre fin à la situation dans laquelle, en l'absence de ces critères, les amortissements des nouveaux investissements ne peuvent pas être assurés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons .

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par

1^o la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 et modifiée par la loi du 30 décembre 1988;

2^o le Ministre national le Ministre qui, au niveau national, a la Santé publique dans ses attributions;

3^o les Communautés les autorités compétentes pour la politique de santé sur la base de l'article 59bis de la Constitution;

4^o le calendrier : le calendrier visé à l'article 46bis de la loi sur les hôpitaux;

N. 89 — 1887

14 AUGUSTUS 1989. — Koninklijk besluit tot bepaling van de algemene criteria voor de vaststelling en de goedkeuring van de kalender bedoeld in artikel 46bis, eerste lid, van de wet op de ziekenhuizen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en gewijzigd door de wet van 30 december 1988, inzonderheid op de artikelen 46bis, 87 en 97bis;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, Afdeling Financiering;

Gelet op het overleg dat werd gevoerd met de overheden bevoegd voor het gezondheidsbeleid op grond van artikel 59bis van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat ingevolge de programmawet van 30 december 1988 voor alle betaalde werken van ziekenhuisbouw een kalender moet worden goedgekeurd voor zover de vergunning na 31 december 1986 werd verleend, en de toewijzing van de werken en de leveringen aan de aannemer werden goedgekeurd en de nodige kredieten werden vastgelegd, na 15 september 1988;

Overwegende dat het zeer dringend geboden is de algemene criteria te bepalen voor de vaststelling en de goedkeuring van de kalender om aldus snel een einde te kunnen maken aan de toestand waarin afschrijvingen van nieuwe investeringen, bij ontstentenis van deze criteria, niet kunnen verzekerd worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder

1^o de ziekenhuiswet : de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en gewijzigd bij de wet van 30 december 1988;

2^o de Nationale Minister . de Minister die, op nationaal vlak, de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft;

3^o de Gemeenschappen . de overheden bevoegd voor het gezondheidsbeleid op grond van artikel 59bis van de Grondwet;

4^o de kalender : de kalender bedoeld in artikel 46bis van de ziekenhuiswet;

5° les travaux : les travaux relatifs à la construction et au reconditionnement d'un hôpital ou service hospitalier, ou au premier équipement et à la première acquisition d'appareils, pour lesquels l'intervention visée à l'article 46 de la loi sur les hôpitaux est octroyée;

6° l'autorisation : l'autorisation visée à l'article 26 de la loi sur les hôpitaux;

7° l'accord de principe : l'accord de principe visé à l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 novembre 1989 déterminant les règles relatives à l'intervention financière de l'Etat dans la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux;

8° le budget hospitalier : le budget fixé par hôpital conformément au Titre III, Chapitre V, Section 1, Sous-section 3, de la loi sur les hôpitaux.

Art. 2. Le calendrier est fixé et approuvé par exercice, suivant les parties ou lots distincts d'un projet, pour autant que la Communauté compétente ait dans le même exercice approuvé les travaux et fournitures en question et engagé les crédits nécessaires.

Art. 3. Le calendrier ne peut être approuvé que dans la mesure où le montant des amortissements dans le budget hospitalier y afferent ne dépasse pas le montant fixé par Communauté conformément aux dispositions de l'article 5.

Art. 4. Le montant des amortissements prévu pour l'ensemble des Communautés est fixé comme suit :

1° pour les travaux des exercices 1989 à 1995 inclus qui sont repris dans le calendrier, est prévu un montant de 96 millions de francs; ce montant est toutefois diminué du montant des amortissements relatifs aux travaux pour lesquels l'autorisation ou l'accord de principe a été octroyé avant le 31 décembre 1986 et le premier engagement des crédits a eu lieu après le 15 septembre 1988;

2° le montant visé sous 1° est augmenté de 48 millions de francs pour la période du 15 septembre 1988 au 31 décembre 1989, dans la mesure où les travaux et fournitures ont été approuvés et les crédits nécessaires engagés pendant ladite période;

3° pour les travaux concernant les hôpitaux psychiatriques, qui désaffectent des lits, il est prévu, en sus du montant visé sous 1°, pour chacun des exercices à partir de 1989 à 1995 inclus, un montant de 7 millions de francs;

4° les montants visés sous 1°, 2° et 3° sont, à partir de l'exercice 1990, adaptés chaque année selon la formule en vigueur pour la fixation du coût maximum par lit qui est pris en considération pour l'octroi des subsides visés à l'article 46 de la loi sur les hôpitaux.

Art. 5. Pour l'application de l'article 3, les montants visés à l'article 4 sont répartis comme suit :

1° les montants visés à l'article 4, 1° et 3° :

- a) pour la Communauté flamande : 59 millions de francs;
- b) pour la Communauté française : 29 millions de francs;
- c) pour la Commission communautaire commune : 15 millions de francs.

Dans ces montants, le montant visé à l'article 4, 3°, comprend 5 millions de francs pour la Communauté flamande et 2 millions de francs pour la Communauté française.

2° les montants visés à l'article 4, 2° :

- a) pour la Communauté flamande : 27 millions de francs;
- b) pour la Communauté française : 14 millions de francs;
- c) pour la Commission communautaire commune : 7 millions de francs.

Art. 6. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 3, on se base, lors du calcul du montant des amortissements, sur les délais d'amortissement prévus par le plan comptable établi pour les hôpitaux dans l'arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux, modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 1987.

§ 2. Si néanmoins la nature des travaux ne peut pas encore être entièrement précisée, on part du principe que 80 pour cent concerne des biens immobiliers, 15 pour cent du matériel médical et 5 pour cent du matériel non médical.

Art. 7. L'approbation du calendrier doit être certifiée par une attestation établie par la Communauté concernée.

5° de werken : de werken die betrekking hebben op de bouw en de herconditionering van een ziekenhuis of van een ziekenhuisdienst, of op de eerste uitrusting en de eerste aankoop van toestellen, waarvoor de in artikel 46 van de ziekenhuiswet bedoelde tegemoetkoming wordt verleend;

6° de vergunning : de vergunning zoals bedoeld in artikel 26 van de ziekenhuiswet;

7° het principiële akkoord : het principiële akkoord bedoeld in de bijlage bij het ministerieel besluit van 3 november 1989 tot bepaling van de reglementering met betrekking tot de financiële tussenkomst van de Staat voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen;

8° het ziekenhuisbudget : het budget dat per ziekenhuis wordt vastgesteld overeenkomstig Titel III, Hoofdstuk V, Afdeling 1, Onderafdeling 3, van de ziekenhuiswet.

Art. 2. De kalender wordt per dienstjaar vastgesteld en goedgekeurd volgens de onderscheidene onderdelen of loten van een project, voor zover de bevoegde Gemeenschap in hetzelfde dienstjaar de desbetreffende werken en leveringen heeft goedgekeurd en de nodige kredieten hiervoor heeft vastgelegd.

Art. 3. De kalender die wordt vastgesteld mag slechts worden goedgekeurd, voor zover het bedrag aan afschrijvingen in het ziekenhuisbudget dat hiermee gepaard zal gaan, het bedrag aan afschrijvingen dat per Gemeenschap overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 wordt bepaald, niet overschrijdt.

Art. 4. Het bedrag aan afschrijvingen voor alle Gemeenschappen samen wordt als volgt vastgesteld :

1° voor de werken die voor ieder van de dienstjaren vanaf 1989 tot en met 1995, in de kalender worden opgenomen, wordt een bedrag voorzien van 96 miljoen frank, verminderd evenwel met het bedrag aan afschrijvingen voor de werken waarvoor de vergunning of het principiële akkoord vóór 31 december 1986 werd verleend en de eerste vastlegging der kredieten na 15 september 1988 plaatsvond;

2° het sub 1° vermelde bedrag wordt, voor de periode van 15 september 1988 tot en met 31 december 1989, verhoogd met 48 miljoen frank, voor zover de werken en leveringen werden goedgekeurd en de nodige kredieten werden vastgelegd in de voormelde periode;

3° voor de werken die betrekking hebben op psychiatrische ziekenhuizen die bedden desaffecteren, wordt boven het sub 1° vermelde bedrag voor ieder van de dienstjaren vanaf 1989 tot en met 1995, een bedrag voorzien van 7 miljoen frank;

4° de sub 1°, 2° en 3° vermelde bedragen worden jaarlijks, en met ingang van het dienstjaar 1990, aangepast overeenkomstig de formule die geldt voor de vaststelling van de maximumkostprijs per bed die in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van toelagen bedoeld in artikel 46 van de ziekenhuiswet.

Art. 5. De in artikel 4 vermelde bedragen worden voor de toepassing van artikel 3 als volgt uitgesplitst :

1° de in artikel 4, 1° en 3° bedoelde bedragen :

- a) voor de Vlaamse Gemeenschap : 59 miljoen frank;
- b) voor de Franse Gemeenschap : 29 miljoen frank;
- c) voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 15 miljoen frank.

Binnen deze bedragen betekent het in artikel 4, 3°, bedoelde bedrag 5 miljoen frank voor de Vlaamse Gemeenschap en 2 miljoen frank voor de Franse Gemeenschap.

2° de in artikel 4, 2° bedoelde bedragen :

- a) voor de Vlaamse Gemeenschap : 27 miljoen frank;
- b) voor de Franse Gemeenschap : 14 miljoen frank;
- c) voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 7 miljoen frank.

Art. 6. § 1. Voor de toepassing van artikel 3 wordt bij de berekening van het bedrag aan afschrijvingen uitgegaan van de afschrijvingstermijnen zoals voorzien in het boekhoudkundig plan dat voor de ziekenhuizen werd vastgesteld in het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 tot bepaling van de minimumindeling van het algemeen rekeningsstelsel van de ziekenhuizen, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 december 1987.

§ 2. Indien evenwel de aard van de werken nog niet volledig kan worden bepaald, wordt voor de berekening van het bedrag der afschrijvingen ervan uitgegaan dat 80 procent betrekking heeft op onroerende goederen, 15 procent op medisch materiaal en 5 procent op niet-medisch materiaal.

Art. 7. De goedkeuring van de kalender moet blijken uit een getuigschrift dat door de betrokken Gemeenschap wordt opgesteld.

Art. 8. Si, à la fin d'un exercice, les montants visés à l'article 5 ne sont pas entièrement épuisés par une Communauté, le solde reste à la disposition de cette Communauté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 14 août 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Art. 8. Indien de in artikel 5 vermelde bedragen op het einde van een dienstjaar voor een Gemeenschap nog niet volledig zijn uitgeput blijft het saldo ter beschikking voor deze Gemeenschap.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 14 augustus 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 89 — 1888

4 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté ministériel fixant les modalités de la preuve de l'approbation du calendrier des constructions par le Ministre national ayant la Santé publique dans ses attributions, conformément à l'article 97bis, 2e alinéa, de la loi coordonnée sur les hôpitaux

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 et modifiée par la loi-programme du 30 décembre 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence,

Considérant que les gestionnaires d'hôpitaux doivent être informés d'urgence des modalités de la preuve de l'approbation du calendrier par le Ministre national ayant la Santé publique dans ses attributions, conformément à l'article 97bis, 2e alinéa, de la loi coordonnée sur les hôpitaux;

Arrêté :

Article 1^{er}. La preuve de l'approbation, par le Ministre national ayant la Santé publique dans ses attributions, du calendrier visé à l'article 97bis de la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, ressort de la mention apportée par le Ministre national sur l'attestation visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 14 août 1989 déterminant les critères généraux pour la fixation et l'approbation du calendrier visé à l'article 46bis, alinéa 1^{er}, de la loi sur les hôpitaux.

Art. 2. Le Secrétaire général du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 1989.

Ph. BUSQUIN

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 89 — 1889

27 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté royal réglementant l'intervention financière de l'Etat dans certains investissements et achats réalisés au profit des polices communales (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Considérant la nécessité de doter les corps de police communale d'infrastructures et de moyens de transmission permettant une meilleure synergie dans les interventions ainsi qu'une harmonisation des moyens mis à leur disposition, entre autres pour la formation et l'entraînement de leur personnel;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN

N. 89 — 1888

4 SEPTEMBER 1989. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de modaliteiten van bewijsvoering van de goedkeuring van de kalender door de Nationale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, overeenkomstig artikel 97bis, tweede lid, van de gecoördineerde wet op de ziekenhuizen

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en gewijzigd door de programmawet van 30 december 1988;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de ziekenhuisbeheerders dringend in kennis moeten gesteld worden van de modaliteiten van bewijsvoering van de goedkeuring van de kalender door de Nationale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, overeenkomstig artikel 97 bis, tweede lid, van de gecoördineerde wet op de ziekenhuizen,

Besluit :

Artikel 1. Het bewijs dat de kalender zoals bedoeld in artikel 97 bis van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en gewijzigd door de wet van 30 december 1988, goedgekeurd werd door de Nationale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, blijkt uit de vermelding die door de Nationale Minister wordt aangebracht op het getuigschrift bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 14 augustus 1989 tot bepaling van de algemene criteria voor de vaststelling en de goedkeuring van de kalender bedoeld in artikel 46 bis, eerste lid, van de wet op de ziekenhuizen.

Art. 2. De Secretaris-generaal van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 september 1989.

Ph. BUSQUIN

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

N. 89 — 1889

27 SEPTEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot reglementering van de financiële tegemoetkoming van de Staat in sommige investeringen en aankopen ten voordele van de gemeentelijke politiekorpsen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Overwegende dat het noodzakelijk is de gemeentelijke politiekorpsen uit te rusten met infrastructuur en transmissiemiddelen die een betere samenwerking tijdens hun optreden, alsmede een harmonisatie van de hun ter beschikking gestelde middelen, onder andere voor vorming en training van het personeel, mogelijk maakt;